Migration française vers la Colombie-Britannique (1870-1914): une présence furtive

The undetectable French immigration to British Columbia

Françoise Le Jeune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2787>

DOI : 10.4000/eccs.2787

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Référence électronique

Françoise Le Jeune, « Migration française vers la Colombie-Britannique (1870-1914): une présence furtive », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-2 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2787> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.2787>

Migration française vers la Colombie-Britannique (1870-1914): une présence furtive

Françoise LE JEUNE
Université de Nantes

Dans cette période de migration transatlantique vers le Canada, les émigrants français se sont dirigés en majorité vers les provinces du Québec ou de la Prairie où le migrant français pouvait plus facilement s'intégrer dans une communauté francophone et catholique déjà établie. Qu'en est-il des rares émigrants qui se sont installés en Colombie-Britannique, province anglaise et protestante par excellence, éloignée des centres de population et d'émigration valorisés dans les brochures en France, et dont l'accès était compliqué et lointain pour les émigrants français ? Cet article dresse un panorama de la présence française en Colombie-Britannique à travers l'analyse des recensements de population et d'un ensemble de témoignages de consuls et de voyageurs.

During the great migration period, the majority of French emigrants who chose Canada as their final destination looked for provinces where they could easily settle in their language and in a catholic community either in the province of Quebec or on the Prairie. What about those who made the choice to settle in British Columbia, an anglophone Protestant province, on the outskirts of the main regions of emigration, in the west beyond the west ? At home, French emigration pamphlets rarely mentioned British Columbia so the province and its assets were little known to potential emigrants, all the more so as they were discouraged in their plans to emigrate by French officials. This article discusses the almost invisible presence of French settlers in British Columbia at the turn of the 19th century.

Rappel du contexte de la Colombie-Britannique dans la confédération canadienne, au sein de la « Puissance du Canada »

La Colombie-Britannique ne devient une province unifiée que tardivement. En 1849, la première colonie est créée sur l'île de Vancouver dont la capitale est Victoria, puis une deuxième colonie s'ouvre en 1858 sur le *mainland*, puis les deux colonies seront unifiées en 1866 créant ainsi la Colombie-Britannique. La colonie reste isolée sur le territoire canadien jusqu'à son intégration dans la Confédération canadienne en 1871 (BARMAN 1991).

Le modèle de peuplement de la Colombie-Britannique fut également atypique par rapport aux autres colonies britanniques puisque le Secrétariat aux Colonies à Londres (*Colonial Office*) avait souhaité depuis la fondation de la première colonie à Victoria, que les émigrants y soient sélectionnés, supervisés et contrôlés dans un souci de programmer l'expansion de cette population sur le territoire, de manière raisonnée. La politique d'immigration menée entre 1851 et 1861 par les autorités, encourageait essentiellement l'installation d'une population britannique sélectionnée, entre un recrutement de familles issues de la classe moyenne dont les pères travailleraient comme fonctionnaires pour le

gouvernement colonial et des ouvriers agricoles engagés sous contrat, auxquels on promettait l'accès à la propriété quelques années après leur arrivée. Des agents de recrutement à Londres travaillaient pour la Compagnie de la Baie d'Hudson qui avait été chargée dans un premier temps d'installer les premiers émigrants dans le cadre de ce plan de colonisation. Rapidement deux lieux de colonisation s'établirent à Victoria, la capitale, et à New Westminster, sur le *mainland*, près de la côte, dans une région non-montagneuse et agricole.

Ce premier plan de colonisation qui restait expérimental au sein de l'Empire, fut bouleversé par une première ruée vers l'or en 1858, puis à nouveau en 1861 dans la région du Cariboo, au centre de la province, qui se traduisit par une migration massive de mineurs, d'orpailleurs et d'autres aventuriers d'origine cosmopolite, qui arrivèrent de Californie mais également de toute l'Europe et d'Australie. À partir des années 1860, dans la presse internationale, la région de la Colombie-Britannique, devient connue sous le nom de « Colombie anglaise » et est associée à la ruée vers l'or et non à une colonie de migration. Dans l'esprit des Britanniques jusqu'en 1871, date du rattachement de la province à la Confédération, la colonie n'est qu'une terre de passage, isolée du reste du Canada, destinée aux aventuriers, à l'exception de sa capitale Victoria qui conserve une image très bourgeoise dans les récits de voyage circulant en Grande-Bretagne.

La Colombie-Britannique semble offrir l'image d'une terre montagneuse et rugueuse sur laquelle la colonisation semble quasiment impossible en dehors des deux zones habitables rapidement devenues « urbaines » dans les années 1870, que sont Victoria et New Westminster-Vancouver, le reste de la région semble couvert de zones montagneuses, de rivières tumultueuses, de plateaux difficiles à rejoindre, d'infrastructures très sommaires et de zones de forêts denses et impénétrables. Entre 1858 et 1897 (date d'une autre ruée vers l'or dans le Klondike, au nord de la Colombie-Britannique), la province reste un lieu de migration pour de nombreux aventuriers et chercheurs d'or européens dont certains s'installent dans des zones aurifères à partir desquelles s'établissent des villages puis des petites villes, au fur et à mesure que les zones arables sont défrichées. Puis des ranchs s'y installent à partir des années 1880 dans l'intérieur de la province, sur les bords des rivières Fraser ou Thompson, à Yale, Hope, Lilloet ou Douglas... Progressivement ces villes qui étaient inaccessibles jusque là, en dehors de chemins escarpés ou par les rivières, au printemps ou en été, seront reliées les uns aux autres par des routes souvent difficilement praticables en hiver, mais également par le train à partir de la ligne du CPR (Canadian Pacific Railway) après 1890 (BARMAN 1991).

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Le train arrive à Vancouver en 1887, désenclavant ainsi la province décrite comme « *the West Beyond the West* » en la rapprochant des Prairies. Les touristes aisés, britanniques, américains, puis européens, découvrent ainsi les joies des Rocheuses l'été. Banff et le Lac Louise sont reconnus parmi les plus belles stations d'été du continent et du monde, lorsque les clubs huppés d'alpinisme qui fréquentent habituellement les Alpes suisses ou françaises, s'installent à Banff pour l'été. Au tournant du siècle, les premiers touristes français issus de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie, intéressés par l'excursion ou l'alpinisme, rejoignent ces stations canadiennes, comme l'indiquent divers récits de voyage et de « revues spécialisées » sur la chasse et l'alpinisme circulant en France au début du XX^e siècle. Cette partie touristique des Rocheuses est associée dans les guides, de façon erronée, à la Colombie-Britannique. La province devient donc la nouvelle Suisse pour ces touristes français à la recherche de sensations fortes dans des sentiers non balisés par les hordes de touristes de la classe moyenne en Europe (LEVIS 1896). On est loin d'imaginer en France que quelques migrants français s'y sont établis et se sont faits naturaliser canadiens comme nous allons le voir.

Politique de la Colombie-Britannique en matière d'immigration entre 1871 et 1914

Les députés de la province déplorent l'absence d'immigrants de qualité, au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, et s'inquiètent auprès du gouvernement fédéral du peu de publicité sur la Colombie-Britannique faites dans les brochures officielles. Une première brochure est réalisée et financée par la province, pour attirer au départ des colons britanniques « de qualité ». Cette brochure est écrite en anglais dans les trois versions produites en 1860, 1870 et 1880. Puis en 1886, une première brochure officielle dédiée à la Colombie-Britannique est produite par le gouvernement fédéral en collaboration avec celui de la province. La brochure rédigée en anglais pour des émigrants anglophones, est néanmoins traduite maladroitement en français. La brochure traduite sous le titre : *Province de la Colombie-Britannique, Renseignements pour les colons qui ont l'intention d'y émigrer* est diffusée en France et en Belgique. Elle vante les mérites de la nouvelle province canadienne, pour des colons francophones (« français, belges et suisses »)¹.

La brochure est diffusée par le biais du correspondant et agent de recrutement pour la Colombie-Britannique à Paris et à Bruxelles, Monsieur

¹ Puissance du Canada, *Province de la Colombie-Britannique, Renseignements pour les colons qui ont l'intention d'y émigrer*, publié par le gouvernement du Canada avec cartes, Ottawa, Département de l'Agriculture, 1886.

Jacques de Knevelt résidant Boulevard de la Madeleine à Paris². Le même de Knevelt participe régulièrement aux réunions de l'Académie des sciences et est actif au sein des Sociétés de géographie de Paris et de Bruxelles, soit dans des cercles intellectuels et bourgeois. Cependant le discours tenu dans la brochure ressemble fortement au programme qui a présidé à l'établissement de la colonie dans les années 1850. La brochure est maladroitement traduite en français sans souci d'adapter un discours destiné à des immigrants britanniques, à un public francophone. Le texte fait référence à l'importance du développement de la province pour l'empire britannique et les références numériques sont en dollars, en livres et en acres! La brochure met surtout en avant la richesse du sous-sol, incitant de futurs investisseurs ou capitalistes à immigrer pour investir dans la production de bois, minéraux, et dans les pêcheries... On rappelle que la province est la seule à se situer dans un axe Asie/Australie permettant à des entrepreneurs d'ouvrir leur commerce à de nouveaux continents à partir de la Colombie-Britannique. La brochure mentionne des salaires d'ouvriers, payés selon le texte, « comme à Paris », seule référence « culturelle » à un lectorat français (alors que la journée est payée trois fois plus dans le Dominion).

La brochure met également en avant un discours moral sur les qualités de l'immigrant idéal pour la Colombie-Britannique sous la rubrique « Quels sont ceux qui doivent aller à la Colombie Britannique³ ». Le département de l'Agriculture souhaite y voir émigrer un individu raisonnable, doté de capacités physiques et mentales, père de famille, possédant des capitaux ou souhaitant s'installer comme propriétaire terrien. « La province possède de grandes ressources, mais elle requiert des capitaux, de la main d'œuvre à bon marché et le temps de se développer. » La publication rappelle également aux lecteurs francophones qu'à défaut d'immigrer en Colombie-Britannique, ils peuvent également séjourner dans cette province, y faire de l'alpinisme ou y chasser, dans une hôtellerie de luxe dans les Rocheuses⁴, mêlant à nouveau dans l'esprit du lecteur les limites géographiques de cet Ouest canadien. La brochure se différencie donc des documents habituellement produits par le gouvernement fédéral destinés uniquement à attirer des émigrants, des futurs bras pour le domaine agricole, sur la Prairie.

² Son nom et ses références sont donnés à la fin de la brochure. J.S.K. de Knevelt, agent general for British Columbia for Northern Europe.

³ Province de la Colombie-Britannique, Renseignements pour les colons qui ont l'intention d'y émigrer, p. 9.

⁴ Voir conclusion de la brochure *Province de la Colombie-Britannique*, op.cit., p. 32 : « L'invalides, le touriste, le sportsman, l'amateur de hauts sommets peuvent grâce au chemin de fer bientôt se rendre à la province... Laissez ce pays devenir ce que la Suisse est à l'Europe. »

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Cette brochure officielle semble particulièrement viser les immigrants dotés de moyens financiers, de futurs investisseurs, des familles bourgeoises, auxquels on suggère de se diriger vers les côtes et les zones urbaines. On parle relativement peu des autres zones qui sont en fait, un peu décriées pour la rudesse du sol et les parties montagneuses ou fortement boisées, par rapport à la douceur du climat de Victoria et de Vancouver, longuement vantée dans la brochure. La publication précise que toute migration isolée ou non-contrôlée n'est pas souhaitable et n'apportera que des déceptions aux colons. Elle n'incite aucune immigration massive, bien au contraire: « Le gouvernement seul a le pouvoir de donner des informations à ceux qui ont l'intention d'émigrer, ces renseignements doivent s'appliquer aux cas spéciaux de chaque individu⁵ ». Le discours sur la sélection de l'immigrant est le même que lorsque la Compagnie de la Baie d'Hudson faisait la promotion en Grande-Bretagne de l'immigration sélectionnée pour la Colombie-Britannique dans les années 1860. La brochure rappelle en effet que pour ceux et celles souhaitant travailler comme main d'œuvre, ils seront sélectionnés pour immigrer en Colombie-Britannique selon certains critères. Ce colon idéal est décrit comme « un homme vigoureux, intelligent, sobre, actif... qui a le bonheur de posséder une femme de bon sens, accoutumée aux travaux de la campagne », le gouvernement lui permet d'espérer « de devenir bientôt riche... et de monter dans l'échelle sociale. » A travers ce texte, on constate que les dirigeants de la Colombie-Britannique continuent leur propagande d'immigration sélective, idéalisant ainsi les colons qu'ils souhaitent attirer pour travailler la terre comme main d'œuvre ou comme petit propriétaire. Au vu de la situation économique de la France des années 1880, ce colon idéal « vigoureux, intelligent, sobre, actif » et doté de capitaux semble davantage correspondre à un bourgeois britannique qu'à un ouvrier, cultivateur ou un rare capitaliste français.

À partir du début du XX^e siècle, la Colombie-Britannique s'émancipe des politiques d'immigration fédérales en refusant d'attribuer des *homesteads* gratuitement. La Province fait le choix de ne cadastrer des terres que lorsque le besoin s'en fait sentir, une fois que les zones périurbaines ont été vendues. Aussi le cadastrage de régions situées vers l'intérieur, se fait généralement sous la poussée de la population qui « préempte » des terres, souvent liées à l'exploitation aurifère (placers, mines). Le système de préemption permet à un individu de s'installer sur une propriété et de la défricher avant cinq ans, date à laquelle il doit s'affranchir du coût de la terre. Une telle politique de gestion des terres (certes moins arables et moins accessibles que dans la Prairie) explique sans doute l'absence de migrations massives vers la Colombie-Britannique alors

⁵ Puissance du Canada, Province de la Colombie-Britannique, Renseignements pour les colons qui ont l'intention d'y émigrer, op.cit. p. 10.

que les provinces de l'Ouest, avant et après 1905, offrent gratuitement des terres aux colons prêts à s'installer et à être naturalisés. La province revendique donc un statut à part du reste de la Confédération, préférant sélectionner l'immigrant qu'ouvrir ses terres au tout-venant.

Albert Métin, géographe, économiste et professeur à l'École coloniale de Paris, qui publie un ouvrage complet sur la province en 1908, note à ce sujet la contradiction entre les politiques fédérales et celles de la Colombie-Britannique en matière d'accueil du colon : « Le gouvernement fédéral cherche à n'attirer que des colons pouvant travailler comme journaliers ou fermiers. Le gouvernement colombien agit de même mais il réduit son appel à ceux qui peuvent acheter le sol. » Ainsi une brochure de 1907 produite en Colombie-Britannique précise selon Métin, qu'« il est inutile de venir sans un capital de 750 à 12000 francs » (MÉTIN 1908, 185). Métin ajoute que « la Province ne juge pas à propos de donner la terre aux cultivateurs », ce qui explique que « l'immigration reste relativement médiocre » (MÉTIN 1908, 212). Métin met également en garde les colons français intéressés par un investissement foncier, contre les brochures produites par les compagnies de chemins de fer qui ont acheté des terres dans le sud de la province et qui attirent des colons dans des zones, certes cadastrées mais non défrichées, et dont le prix du foncier est bien supérieur à celui de propriétés dans l'intérieur des terres. De plus, en Colombie-Britannique, ces compagnies de chemin de fer canadiennes ou américaines « n'entrent pas dans la très petite colonisation, elles ne cèdent guère, en dehors des lots urbains, moins de 65 hectares à la fois » (MÉTIN 1908, 209).

Par ailleurs, l'arrivée massive d'immigrants « jaunes » pour reprendre le discours raciste de la plupart des voyageurs de l'époque, ces immigrants chinois et japonais qui acceptent tous les emplois mal rémunérés et font donc chuter les salaires, est contestée par les syndicats ouvriers (WARD 1978). Le gouvernement provincial prend donc une mesure radicale de fermeture de l'immigration aux Chinois le 8 avril 1905. Cependant le texte de la loi s'applique également aux autres colons européens et limitent l'entrée et la naturalisation d'un bon nombre d'entre eux dans la province. Le Parlement de la province interdit en effet « l'immigration en Colombie-Britannique de toute personne incapable d'écrire sous la dictée avec les caractères d'une langue européenne et de signer en présence d'un fonctionnaire un passage de cinquante mots dans une langue européenne choisie par le fonctionnaire.⁶ » On peut imaginer que les fonctionnaires provinciaux parlent surtout l'anglais et que c'est dans cette langue qu'ils choisissent de tester les immigrants. Ainsi, tout en ne

⁶ Texte de la loi de 1905 sur l'émigration en Colombie Britannique, citée par Albert Métin, *op.cit.*, p. 183.

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

rejetant pas les autres langues européennes, l'émigration de francophones n'est pas facilitée en Colombie-Britannique, contrairement aux autres provinces.

Représentations de la Colombie-Britannique en France au début du XX^e siècle

Avant de nous intéresser à la Colombie-Britannique telle qu'elle est décrite dans les récits d'immigration ou les brochures destinées aux immigrants français, observons la manière dont les auteurs français de l'époque abordent la question de l'immigration au Canada. On note un réveil de la propagande canadienne vers la France (ou l'Europe) à la fin des années 1880. Mais ce n'est qu'au tournant du XX^e siècle qu'un nombre plus important de textes français, publiés en France, visent à promouvoir l'immigration vers le Canada.

Une série de textes paraissent (*La Terre pour rien, Nos Amis les Canadiens, psychologie et colonisation, Chez les Français du Canada...*) qui participent au débat qui a cours en France sur le rôle de l'émigration au nom de la patrie qu'il faut sauver des ravages des griffes du républicanisme anticlérical. Le discours de ces auteurs est fortement influencé par les positions de la droite catholique. Le bien nommé Jean du Saguenay dans son ouvrage *La Terre pour rien*, décrit les colonies françaises d'Afrique du Nord comme « débilantes pour la race » (SAGUENAY 1907, 7) en raison du climat et de la promiscuité avec les populations d'origine méditerranéenne, alors que le Canada abrite un « rameau de notre race » et représente pour beaucoup de Français « des chances d'avenir pour échapper au naufrage de nos anciens espoirs ! » (SAGUENAY 1907, 8)

Contre la volonté du gouvernement français de limiter l'émigration française vers le Canada, certains auteurs militent pour une immigration massive vers le Québec, mais surtout vers les provinces de la Prairie. Pour Jean du Saguenay, en réalité Léopold Léau, professeur au Collège Stanislas à Paris et membre actif de l'association *La Canadienne*, fondée en 1902 à Paris pour renforcer l'émigration française vers le Canada catholique, la mission des Français est de « franciser l'Ouest. » Jean du Saguenay réfléchit clairement aux débats qu'il semble percevoir au sein de la société française et particulièrement au sein des familles de paysans dont les enfants désormais instruits, aspirent à autre chose qu'à stagner sur un lopin de terre. C'est donc à cette nouvelle génération d'hommes issus de la terre et de terroirs catholiques, aspirant à une ascension sociale par leur travail et leur intelligence que Saguenay adresse son discours sur les occasions qui s'offrent à une famille d'immigrants dans l'Ouest : « une seconde patrie, sœur de la nôtre s'offre à nous, climat sain, sol fécond, pays libre : nul Français n'en saurait rêver ni aimer de plus belle. » (SAGUENAY 1907, 8)

Dans ce même ouvrage Jean du Saguenay publie une description de toutes les paroisses françaises et catholiques de l'Ouest canadien vers lesquelles il n'a de cesse de conseiller aux immigrants de se rendre. La description de la Colombie-Britannique est résolument limitée à quelques statistiques. L'auteur insiste sur le fait qu'« il ne vaut pas mieux se faire naturaliser dans cette contrée », ce qui revient à prêter allégeance au roi d'Angleterre. Si la Colombie Britannique est « un beau pays, pittoresque, riche en ressources naturelles », elle n'en demeure pas moins une « colonie presque exclusivement anglaise... aussi nous n'en parlerons pas davantage » (Saguenay, 44) décrète-t-il, alors que les Prairies nous dit l'auteur « voilà l'avenir de notre race, voilà où elle doit essaimer » (SAGUENAY 1907, 44).

La Colombie-Britannique est en général une province peu visitée et peu décrite en ce qui concerne son potentiel d'immigration dans les textes qui paraissent en France sur le Canada. On constate la même absence d'informations sur les provinces maritimes par ailleurs. Les Français découvrent la « Colombie Anglaise » dans un récit d'aventuriers à la recherche de l'El Dorado au Canada, qui semble être connu en tant qu'ouvrage de lecture pour la jeunesse à l'époque, *Voyage de l'Atlantique au Pacifique à travers le Canada, les Montagnes Rocheuses et la Colombie Anglaise*, du Vicomte Milton (William Fitzwilliam) et du Dr William Butler Cheadle. L'ouvrage est très populaire en Grande-Bretagne dès sa parution en 1869. La librairie Hachette le fait traduire et adapter au goût du public français en 1872, par Jean Belin de Launay, lui même grand voyageur. L'ouvrage est réédité à de multiples reprises jusque dans les années 1930. A la fois œuvre de littérature de jeunesse et de voyage, l'ouvrage ainsi que celui de R.B. Johnson, *Dans l'Extrême Far West, aventures d'un émigrant dans la Colombie anglaise*, paru en 1873, dans la collection le « Journal de la Jeunesse » d'Hachette, font partie de la distribution des prix dans les écoles primaires et secondaires dès les années 1880. Dans ces deux ouvrages qui font découvrir la « Colombie anglaise » aux lecteurs français, la « province mystérieuse » à la « nature sauvage et vierge » qui se cache au delà des Rocheuses, « isolée du monde civilisée », apparaît comme une terre d'aventure et de fortune facile (JOHNSON 1874, 1).

Dans *Voyage de l'Atlantique au Pacifique*, le traducteur qui rédige l'introduction en son nom, décrit Vancouver, Victoria et la région du Caribou comme pavés d'or et de minerais encore non découverts : « dans la Colombie, l'or s'est trouvé sur les terrasses des montagnes et dans le sable de tout le lit du Fraser. Aujourd'hui encore, on le recueille dans les rues des nouvelles villes qui sont dans leur période de formation sur ses rives » (MILTON 1872 ; notes traducteur). Il est clair dans ces récits que la région n'est pas agricole car comme le souligne Johnson « sur ce point du globe, il n'y a que des rocs, des bois de

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

pins et des torrents dévastateurs. Les terres seraient peut-être fertiles mais elles sont couvertes de bois de haute futaie, entremêlés de buissons épais » (JOHNSON 1874, 48). Si le potentiel pour s'installer comme cultivateur est nul pour l'immigrant, selon ces récits, il peut, s'il possède un pécule, développer un ranch ou se lancer dans l'exploitation de mines en tout genre avec d'autres mineurs, au risque comme l'indique Johnson « de courir la chance de tout perdre ou de faire une fortune colossale » (JOHNSON 1874, 53). Les auteurs Milton et Cheadle, ainsi que leur traducteur dont les commentaires abondent dans le texte, soulignent que « Vancouver regorge de ces richesses minérales, et l'on connaît d'importants gisements de cuivre. » Ils décrivent des « mines abondantes de quartz, d'or, de charbon... » (MILTON 1872; notes traducteur). L'ouvrage, réédité en l'état pendant plus de cinquante ans, fige la Colombie Britannique dans cette image d'un El Dorado alors même que les gisements du Caribou s'étiolaient rapidement au profit de ceux du Yukon à partir de 1897 et que les gisements de charbon et de cuivre se révèlent finalement moins abondants que prévus et difficilement exploitables par de petites entreprises. Dans les courriers adressés au consulat de Vancouver après 1906, certains jeunes Français continuent à demander des renseignements sur l'or du Caribou. Les réponses du consul sont brèves et agacées. Il les informe que l'or du Caribou est un mythe et que les mineurs sont partis au Yukon depuis longtemps. Il décourage systématiquement les jeunes Français d'y faire le voyage ou de tenter l'aventure de la ruée vers l'or, qu'il juge trop brutale pour eux⁷.

Dans les ouvrages publiés après 1880 par des voyageurs français dans une optique de propagande en faveur de l'émigration, rares sont ceux qui consacrent à la Colombie « anglaise » ou britannique plus qu'un rapide chapitre. L'arrivée de la ligne transcontinentale jusqu'à Vancouver à partir de 1887, permet aux voyageurs français ayant débarqué sur la côte atlantique, de se déplacer au delà des Rocheuses afin de découvrir la « mystérieuse » province. La ville de Vancouver est alors souvent visitée en dernière étape d'un périple canadien, si l'auteur décide de voyager jusqu'au terminus de la ligne. Quant à la province en général, les voyageurs la traversent en train, en quelques jours, sans véritable interaction avec les habitants. La langue anglaise semble poser problème à plusieurs des auteurs : « Ici, personne ne parle français ! » s'exclament Lucien de Burlet ou Jean Lionnet.

Les voyageurs français apprécient la qualité de vie dans les *resorts* des montagnes Rocheuses et le confort urbain de Vancouver mais ils ne recommandent pas à leurs lecteurs d'émigrer vers cette région. Au vu des

⁷ Centre des Archives diplomatiques de Nantes, correspondance sortante. Vice-consulat de Vancouver, 1896-1901, folio 108.

informations fort succinctes et parcellaires sur la province, sous la plume de certains auteurs, voire de la forte analogie de leur texte avec la première et unique brochure traduite en français et publiée en 1886 par le département de l'Agriculture à Ottawa, on peut même se demander si ces auteurs ont réellement voyagé jusqu'au terminus du Canadian Pacific Railway⁸.

Seule exception à la règle du récit de voyage, l'ouvrage conséquent et magistral qui paraît en 1908 sous la plume du professeur Albert Métin, *La Colombie Britannique, étude sur la colonisation au Canada*, destiné aux Sociétés de géographie. Le livre de quatre cents pages passe en revue toutes les statistiques publiées sur la province depuis son entrée dans la Confédération, pour établir son potentiel de développement et tirer des conclusions sur ses capacités économiques dans la compétition avec le reste du pays et les États-Unis. La revue *La Canadienne* publiée par l'association du même nom, insère des extraits de cet ouvrage dans trois numéros de la revue, dans les premiers mois de 1909, dans une rubrique intitulée « économie de la Colombie anglaise.⁹ » Ces rubriques intéressent en premier chef les investisseurs français qui lisent la revue *La Canadienne*, pas les émigrants. Métin y décrit une colonie prospère et riche en matières premières, mais dont la population n'est pas nombreuse et n'arrive pas à trouver la main d'œuvre nécessaire à son développement. Il souligne par ailleurs l'absence de volonté de la part du gouvernement provincial d'y développer un programme d'immigration massive. Le cadastre de la province n'est toujours que provisoire en 1907 et réalisé à partir de la ligne du Canadien Pacifique ou autour des villages et des villes naissantes au sud de la province. Les terres sont chères. « Sur tous les champs autour des villes, indique l'auteur, a été accompli un travail provisoire qui permet de concéder la terre aux colons et qui sera remis au point dès que le peuplement deviendra assez dense pour rendre un cadastre définitif » (MÉTIN 1908, 3).

Par ailleurs, Métin confirme à ses lecteurs que la province n'est pas agricole en dehors de quelques zones de vergers ou d'élevage dans la région de l'Okanagan. Ainsi, alors que toutes les autres provinces cherchent à accueillir des cultivateurs ou des ouvriers agricoles, Métin souligne que la Colombie-Britannique est une province pour les investisseurs ou pour ceux dont les moyens financiers sont suffisants pour s'installer sur une ferme ou un ranch dont ils ne pourront sans doute défricher qu'un quart de la terre, même si les domaines sont plus grands qu'en France. Il ajoute : « tandis que le maximum

⁸ Puissance du Canada, Province de la Colombie-Britannique, Renseignements pour les colons qui ont l'intention d'y émigrer, op.cit.

⁹ Revue *La Canadienne*, janvier à mars 1909.

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

accordé par le gouvernement de la Colombie Britannique représenterait en France une grande propriété, la partie que le preneur choisira pour l'utiliser dans les premières années ne formera le plus souvent qu'une propriété moyenne ou petite, le reste, devenant réserve pour l'avenir ou placement et matière à spéculation » (MÉTIN 1908, 213). Il mentionne un investissement de départ « entre 5.000 et 12.500 francs », une somme conséquente que seuls quelques rentiers, fils de famille, ou investisseurs pouvaient se permettre. Comme la lecture du texte est ardue, il est évident que l'immigrant intéressé par la province ne se le sera pas procuré, par contre l'ouvrage circule certainement parmi l'élite sociale fréquentant les cercles de géographie. Métin contribue à renforcer l'image d'une province dans laquelle les Français auraient tort de migrer sans argent mais où ils pourraient à raison investir dans des propriétés ou des mines ou des entreprises de minerais.

Dans un pays où tout est à créer, les entreprises en apparence les plus modestes exigent une mise de fonds et supposent une période de préparation et d'attente sans revenus ; elles demandent donc des capitaux relativement forts. Or le taux d'intérêt est énorme si on le compare à la France. Il va de 8 à 10% (MÉTIN 1908, 229).

En d'autres termes même les spéculateurs les plus aguerris ou les fils de famille fortunés sont mis en garde contre une émigration en Colombie-Britannique.

Pour finir, dans le dernier ouvrage destiné aux émigrants, faisant un état des lieux de l'immigration française en 1910, Jean Lionnet s'installe *Chez les Français du Canada* et donne le compte-rendu d'une enquête de terrain qui l'amène de France sur un bateau d'émigrants, au Québec, à Montréal, à Ottawa, dans l'Ouest puis à Vancouver. Dans ce texte, le Français décrit la Colombie-Britannique comme une colonie élitiste et très anglaise. Lionnet qui est le fondateur et le président de l'association *La Canadienne*, une association ayant pour but de multiplier les relations entre le Canada et la France, souhaite visiter Vancouver et traverser la province pour parfaire sa connaissance du Canada. Sur le bateau, il a rencontré un émigrant d'Angoulême qui part rejoindre son frère, « horticulturiste » (sic) à Vancouver qui lui promet un salaire de trois cent francs par mois (alors qu'un ouvrier gagnait moins de trente francs par mois à Paris) (LIONNET 1910, 12). Lionnet voyage cinquante heures en train depuis Regina et passe une journée et demie à Vancouver, avant de repartir vers l'Est. Il prend néanmoins la peine de rencontrer le consul de France à Vancouver, Léon Duschatel de Montrouge.

Il le décrit comme un homme désabusé, s'ennuyant dans une ville dédiée au commerce. Ce dernier rappelle à Lionnet, qui l'interroge sur la faible présence française à Vancouver, que son devoir est avant tout d'envoyer les colons vers des colonies de la France et qu'il a donc régulièrement découragé les futurs immigrants qui s'adressaient à lui au sujet de la Colombie-Britannique (LIONNET 1910, 269). Le consul confirme le salaire du futur horticulturiste (fleuriste) à Vancouver, ville dans laquelle un ouvrier est payé « 25 francs par jour parfois ». Quant au secrétaire du consul, un « Français n'appartenant pas à la carrière » selon Lionnet¹⁰, il précise que tout artisan français exerçant « son métier avec application et la conscience minutieuse qui caractérisent nos compatriotes » seront remarqués et « feront de l'argent » dans « cette ville américaine où tout se bâcle et se gâche » (LIONNET 1910, 270). Mais l'auteur n'encourage pas pour autant l'immigration d'ouvriers ou d'artisans qualifiés dans la province. Lors d'une visite à Stanley Park en cette journée de juin, il le compare au Bois de Boulogne, puis après avoir longé les plages qu'il décrit comme Pornichet ou Trouville avec l'écho des « cris des baigneurs », Lionnet conclut : « Et je formule mentalement ce souhait bourgeois, je voudrais bien passer mes vacances en famille à Vancouver » (LIONNET 1910, 271). On peut noter que cet ouvrage sur le Canada visiblement beaucoup lu en France (sept éditions entre 1906 et 1914), sous la plume d'un auteur qui se décrit comme une autorité sur l'économie du pays, se conclut de manière assez anecdotique, voire peu réaliste lorsqu'il aborde la Colombie-Britannique.

Globalement du point de vue français, les connaissances sur la province sont donc fort limitées au début du XX^e siècle au moment où s'amorce un début d'émigration de Français vers le Canada, encouragés par des recruteurs français. Dans les ouvrages rédigés par des auteurs français, la plupart liés à l'association La Canadienne, l'accent est clairement mis sur la Prairie, et particulièrement le Manitoba, que ces voyageurs décrivent comme la deuxième province française et catholique au Canada, après le Québec, le prolongement de la mère patrie pour laquelle les migrants doivent développer des sentiments « patriotique ». Par contre la Colombie-Britannique est à peine évoquée, si ce n'est pour insister sur ses défauts. La province est anglaise, non agricole, bourgeoise, à la recherche de capitalistes ou d'émigrants aisés (voire oisifs).

On peut comprendre que l'absence d'informations précises, pratiques ou attrayantes sur la province n'encourage et ni ne facilite l'installation d'émigrants français dont le nombre reste faible, même au moment des pics d'émigration vers le Canada entre 1890 et 1914.

¹⁰ Vraisemblablement Monsieur P. Francis, agent consulaire à Vancouver de 1908 à 1912.

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Contacts avec la France - Le rôle du consulat à Vancouver : décourager le colon et l'investisseur français

Avant la création du consulat français à Vancouver en 1896, les colons français n'ont d'autres recours que de contacter le consulat français de San Francisco ou le consulat général à Québec que certains placent d'ailleurs à Ottawa¹¹. Cependant en l'absence d'un contact en Colombie-Britannique pour les soutenir en cas de problème, on découvre l'existence d'une certaine solidarité entre colons français dans cette première période, à travers la *Société Française de Bienfaisance et de Secours Mutuel*, fondée en 1860 à Victoria par un groupe de commerçants français et la veuve française d'un marchand britannique. La Société perdura jusqu'en 1885. Les archives ne contiennent que des relevés partiels pour les années 1860, 1878 et 1885 mais le nombre de membres atteint 160 pour l'année 1878¹² mêlant souscripteurs d'origine française, suisse et belge.

Les archives de la Société sont entièrement en français, de même que le « bulletin de souscription » que les membres doivent remplir à la condition qu'ils soient parrainés par un des membres du comité. Parmi ses membres, on trouve quelques commerçants importants de la ville : Messieurs Casamayou, importateur, Diard, Lebeau, Tissot... et Madame Veuve Pauline Fredericks, une Française ayant épousé un commerçant anglais en Angleterre avant d'émigrer à Victoria. La souscription est de un dollar par mois et la Société couvre les individus en cas de maladie. Les souscripteurs sont des mineurs, des journaliers dont la plupart résident en dehors de Victoria mais qui reviennent chaque hiver chercher des vivres et du matériel dans la capitale de la jeune province. Le relevé des souscripteurs nous indique annuellement (pour les documents qui ont été conservés) l'origine géographique des Français. On peut ainsi constater pour la période 1870-1885 une forte concentration d'émigrants venant des Pyrénées, visiblement mineurs ou chercheurs d'or, au vu de leur lieu de résidence dans la région du Caribou (Yale, Lilloët...). Ces hommes viennent-ils directement de France ou ont-ils migré vers la Colombie Britannique après un passage vers la Californie ? Les informations sont trop partielles pour pouvoir en décider. Le registre de la Société pour 1878, nous permet néanmoins de faire apparaître les colons d'origine française résidant dans la province. Les souscripteurs français sont 127 sur les 160 inscrits au total¹³.

¹¹ Voir liste des courriers, archives « description of France ministere des affaires étrangères fonds : 1858-1867 », 1 microfilm reel, BC Archives.

¹² Archives de la Société Française de Bienfaisance et de Secours Mutuel (1860-1885), BC Archives N/D/F88.

¹³ Archives de la Société Française de Bienfaisance, registre pour l'année 1878, N/D/F88.

FRANÇOISE LE JEUNE

Dans un courrier échangé entre le consul de San Francisco et le lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique en juin 1880, au sujet d'un citoyen français, François Dansède, originaire d'Auch dans le Gers, installé comme fermier dans le district de Cowichan et décédé quelques mois auparavant suite à une crise de démence, on découvre que la Société Française de Bienfaisance à laquelle souscrit Dansède, est bien connue des colons français dans la région, car son comité avait été directement sollicité pour venir en aide au Français, par le shérif local. Dans un échange de lettres, le président Antoine Cazamayou indiquait avoir accepté de payer tous les coûts nécessaires pour rapatrier Dansède vers Victoria pour le faire soigner par un médecin aux frais de la Société. Le lieutenant-gouverneur informe alors le consul français que tous les efforts ont donc été faits pour aider le colon, pour que sa famille en France en soit informée.

En l'absence de consulat français en Colombie-Britannique, les recherches sur les colons français décédés ou disparus dans la province, sont adressées par le consul de San Francisco au lieutenant-gouverneur. Ainsi dans les correspondances de ce dernier, on trouve différentes demandes concernant des estimations de propriétés pour des héritiers français, de bonnes familles visiblement. Le consul de France à San Francisco interroge par exemple le lieutenant-gouverneur sur un fils de famille de notables de Rouen en prison à Victoria pour un crime qu'il n'aurait pas commis. Dans un autre courrier, le consul souhaite obtenir des informations sur la propriété du frère d'un général de l'armée française à Van Winkle (dans le district du Caribou) ou sur celle d'une veuve Marie-Victorine Laurent, résidente de Barkerville, à la demande d'un notaire de Paris¹⁴.

Par ailleurs, en analysant les correspondances du lieutenant-gouverneur de Colombie Britannique, on note également quelques échanges directs avec des institutions françaises avant 1896, sans l'intermédiaire de l'ambassade britannique à Paris, particulièrement avec le cabinet du Préfet de la Seine. Dans un premier courrier en date d'avril 1889, le préfet s'enquiert en anglais auprès du Lieutenant-Gouverneur de la promesse faite par ce dernier de leur faire parvenir régulièrement les comptes rendus de sessions parlementaires de l'assemblée provinciale depuis 1884¹⁵. Dans un second courrier en date du 9 mai 1896, la préfecture de la Seine contacte le nouveau lieutenant-gouverneur en français, en lui rappelant l'accord qui semblait avoir été établi entre le Préfet

¹⁴ Correspondance entre le consul de San Francisco avec le Lieutenant-Gouverneur de Colombie Britannique, BC Archives, 1871-1896.

¹⁵ Monsieur le Préfet de la Seine à Monsieur le Lieutenant-Gouverneur Général de la Colombie Britannique, 25 avril 1889, BC Archives

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

et son prédécesseur : « Il était établi entre la Colombie-Britannique et la Bibliothèque administrative de la Préfecture de la Seine de bienveillants rapports malheureusement interrompus depuis quelques années. » Selon le courrier du préfet, des volumes manquent et il attend également des documents « de diverses natures : budgets, comptes rendus statistiques, etc... afin de « mettre à la portée des travailleurs des sources précieuses de renseignements. » Par ce même courrier, le Préfet de la Seine annonce l'envoi de deux documents en Colombie-Britannique, dont l'annuaire statistique de la ville de Paris pour 1892 et les procès-verbaux du conseil général de la Seine pour 1894¹⁶. On peut s'interroger sur la finalité de ces informations pour le Lieutenant-Gouverneur de la province, de même que de l'intérêt limité, voire de la lecture ardue des comptes rendus d'assemblées de la province de la Colombie-Britannique pour des lecteurs français. Néanmoins le ton du préfet est insistant, ce qui semble démontrer un intérêt pour les provinces canadiennes en dépit d'un discours officiel peu favorable vis à vis de l'émigration française vers le Canada, et vers la Colombie-Britannique en particulier.

La demande du préfet semble d'autant plus personnalisée par son insistance et le rappel d'échanges de courriers depuis 1884, qu'elle contraste nettement avec une demande très spécifique et fort peu informée, adressée par un certain Albert Grodet, se décrivant comme « gouverneur de première classe des colonies », à Paris. Dans un courrier au lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique, en date du 25 février 1900, A. Grodet requiert en français, du lieutenant-gouverneur qu'il appelle « cher collègue », de lui faire parvenir « le budget des recettes et des dépenses de (votre) colonie » pour l'exercice financier en cours, ainsi que les dernières statistiques annuelles.¹⁷ Ce « gouverneur de première classe » semble méconnaître le Canada au point d'imaginer qu'il s'agit de colonies et qu'il peut sans souci d'ingérence s'adresser directement à un Lieutenant-Gouverneur sans passer par l'ambassade britannique à Paris. Ce courrier qui ressemble davantage à une circulaire, atteste néanmoins d'un désir de connaître l'état des provinces du Canada et de maintenir un lien administratif avec le pays en dépit des consignes adressées aux consuls de ne pas favoriser l'émigration française. Aucune réponse n'est faite à ce courrier par le cabinet du lieutenant-gouverneur.

En 1896, le gouvernement français sur les conseils du consul général de France à Québec décide de créer un consulat à Vancouver, « sur un point du

¹⁶ Monsieur le Préfet de la Seine à Monsieur le Lieutenant-Gouverneur Général de la Colombie Britannique, 9 mai 1896, BC Archives.

¹⁷ Monsieur Albert Grodet, « Gouverneur de première classe des colonies » à Monsieur le Lieutenant-Gouverneur Général de la Colombie Britannique, 25 février 1900.

globe appelé à plus d'avenir que San Francisco¹⁸ », en y transférant le poste de Boston. Le consul résidera à Vancouver et un agent consulaire accompagnera ce dernier dans sa tâche sur l'île de Vancouver à Victoria, un poste qui existe déjà depuis 1869. En réalité, le consulat n'a qu'une existence très brève puisqu'il est supprimé le 3 mai 1908 après le départ à la retraite de Léon Duchastel de Montrouge, ancien gestionnaire du poste de Québec entre 1883 et 1885. Le poste ne sera rétabli qu'en 1923. Dans l'interim, les agents consulaires qui remplacent le consul, non conscients de l'importance de conserver les documents du poste, détruisent systématiquement toutes les correspondances entre août 1904 et 1923¹⁹.

Les quatre consuls qui occupent le poste durant la période qui nous intéresse²⁰, entre 1896 et 1908, pour des mandats de deux ou trois années chacun, laissent une correspondance et des rapports fournis sur le développement économique de la province. Cependant, on doit noter un désintérêt de ces hommes pour leurs propres citoyens résidant en Colombie-Britannique. Aucun d'entre eux ne cherche à dresser de liste ou de recensement des Français vivant dans la province. Ils ne proposent aucune analyse des recensements de 1901 par exemple ou des annuaires professionnels recensant les commerçants français établis à Vancouver ou Victoria, pourtant régulièrement mis à jour à partir de 1889 par les grandes villes. Aucun d'entre eux n'établit de contact avec les petites communautés françaises de Vancouver ou Victoria. De leur correspondance avec leur Ministre, semble se dégager un sentiment d'ennui et d'isolement, voire d'inactivité.

Cette absence d'activité commerciale entre la Colombie-Britannique et la France en dépit de l'intérêt de plusieurs entreprises françaises de s'établir dans la province, conduit le Ministère des Affaires Étrangères à fermer le poste après une série de bilans décourageants produits par le dernier consul, de Montrouge. L'inactivité du poste est un message inlassablement répété depuis l'installation du premier consul en 1896 lorsque Camille Jourdin, agacé par son affectation soudaine de Boston à Vancouver, envoie une série de conclusions négatives sur le potentiel des relations économiques entre la France et la Colombie Britannique à son ministre Gabriel Hanotaux, pourtant fervent défenseur d'échanges économiques avec le Canada. Jourdin écrit quelques mois après son arrivée : « Je ne crois pas actuellement à l'établissement de relations

¹⁸ Courrier du Consul de New York au vice-consul Camille Jourdin qui lui apprend sa nomination dans le poste, 10 juin 1896.

¹⁹ Correspondances du Consulat de Vancouver, CAD de Nantes, 1896-1904.

²⁰ Camille Jourdin (juin 1896-1899) ; Louis Houssin de St Laurent (septembre 1899-septembre 1902), François-Denis Monin (mai 1902-février 1906), Léon Duchastel de Montrouge (février 1906-mai 1908).

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

commerciales sérieuses entre la France et la Colombie-Britannique. Je ne crois pas davantage à un grand essor des districts côtiers de cette province, petite Norvège du Pacifique, exportatrice de bois et de saumon, ayant acquis à peu de chose près le développement que ses ressources naturelles paraissent devoir comporter.²¹ »

La Colombie-Britannique est une province dont la production de bois, le développement des mines ou les pêches pourraient représenter un potentiel pour des investisseurs français ou pour développer des exportations vers la France mais, selon les affirmations des consuls successifs, toutes les entreprises locales commercent directement avec la Grande-Bretagne et des maisons d'exportation qui les représentent en Europe. Par ailleurs comme l'indique le vice-consul Jourdin, « les produits s'échangent contre des produits. Qu'avons nous à envoyer en Colombie-Britannique ? RIEN.²² » Quant à Vancouver, « la chétive précoce qui végète » selon lui, l'amertume de sa nouvelle nomination dans une si petite ville engage le consul dans une longue diatribe contre « ce simple débarcadère, une étape, une gare pour ceux qui font le tour du monde, ce n'est point un terminus. Ce n'est pas une fin, c'est un moyen. On passe à Vancouver, on s'arrête à San Francisco. »

Les correspondances commerciales avec la France sont inexistantes en dépit des efforts du consul De Montrouge pour établir une ligne de frêt au départ de Marseille. Le seul potentiel pour la région selon le premier consul, et encore refuse-t-il de s'y rendre à l'invitation d'un « prospecteur français », se trouve dans les mines d'or dans la région du Kootenay, mais les Américains y sont déjà très nombreux. Jourdin prédit d'ailleurs que des tendances annexionnistes se révéleront dans les années à venir tant les entreprises et investisseurs américains ont déjà pris d'assaut la province, tandis que les Canadiens quittent leur pays : « Le Canada est comme l'Irlande, un pays très pauvre parce qu'il est beaucoup trop peuplé. Il repousse l'immigration et invite l'émigration vers le pays du dollar !²³ » Ces commentaires montrent clairement l'amertume et le désintérêt du consul pour son poste et sa mission dans une province et un pays qu'il méconnaît complètement et qu'il voue aux gémonies. En mars 1897, après une année en poste à Vancouver, dans un compte-rendu sur « les intérêts français en Colombie-Britannique », un rapport portant toujours l'en-tête du consulat de Boston, faute de moyens refusés par Paris pour financer un bureau et des fournitures²⁴, le consul affirme qu'il n'y a en 1897 aucun intérêt français

²¹ Camille Jourdin à Gabriel Hanotaux, 26 octobre 1896.

²² *Ibid*, 26 octobre 1896.

²³ *Ibid*, 26 octobre 1896

²⁴ Jourdin se plaint régulièrement de n'avoir aucun fonds du MAE pour louer un bureau, acheter des fournitures ou simplement recevoir « l'équipement nécessaire à tout consul » (recueils de traités

dans la province et conclut : « Il n'y a rien à faire pour les Français en Colombie-Britannique si ce n'est se faire voler en plaçant leur argent dans les sociétés surcapitalisées du pays. ²⁵ » Il appuie cette affirmation sur les dires de deux ingénieurs des mines français, envoyés par deux entreprises dans la région du Caribou dont l'expédition à la recherche de « quartz aurifère » aurait été décevante.

Les quatre consuls répondent de manière peu encourageante aux établissements de commerce français qui se renseignent sur les marchés de la Colombie-Britannique. Les réponses sont toutes négatives, mettant en avant la forte compétition des maisons d'importation britanniques qui selon eux, auraient le monopole sur tous les produits entrant et sortant dans la province. De Montrouge, sans doute le plus constructif dans ses réponses aux commerçants qui l'interpellent, leur indique que le Canada constitue un marché très particulier, mais que la Colombie-Britannique l'est plus encore. Aucune maison française ne pourra y faire des affaires sans avoir un agent commercial sur place, parlant couramment l'anglais, formé en Angleterre et capable de comprendre les goûts des Anglo-Saxons. Il s'agit pour les Français de commencer par commercer avec les Québécois avant de s'aventurer sur les marchés du reste du Canada car la concurrence est féroce et les méthodes de commerce sont très agressives, trop pour les commerçants français ne connaissant pas l'anglais. Pourtant Jourdin s'applique à développer une ligne de frêt entre St Nazaire et Vancouver²⁶ au départ, puis De Montrouge prend le relais en s'intéressant à une ligne entre Marseille et Halifax puis via le Canadian Pacific pour permettre aux entreprises françaises d'exporter des produits de luxe (cognacs, vins et autres spiritueux) vers la Colombie-Britannique. Son obstination cache cependant le fait qu'il souhaite également développer une autre route commerciale vers le Japon. Il entretient une correspondance régulière avec un ami, agent commercial pour la France à Tokyo, qui souhaiterait utiliser Vancouver comme point de transit entre la France et le Japon.

entre la France et la GB, annuaire des consuls, circulaires du Ministère, un cachet et des sceaux...), dans plusieurs courriers envoyés au ministre en 1897.

²⁵ Jourdin à Hanotaux, « Courte étude sur les intérêts français en Colombie Britannique », 31 mars 1897.

²⁶ Jourdin à Monsieur Dessaux fils, entreprise de vinaigres à Orléans, 29 juillet 1898, « à force d'écrire au ministère des affaires du commerce extérieur de Paris, j'ai obtenu que les compagnies transatlantiques proposent des trajets « all inclusive » jusqu'à Vancouver afin de calculer les coûts des transports au plus juste. C'est la compagnie de St Nazaire à Vancouver qu'il vous faudra utiliser. »

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Dans l'ensemble de la correspondance reçue au consulat entre 1896 et 1904, on note plus de quatre-vingt courriers de maisons françaises se renseignant sur les possibilités de développer des relations commerciales avec la Colombie-Britannique, particulièrement après 1899 (un directeur d'usine de chaussures de Cholet, un gantier du Nord, des entreprises de vins et de spiritueux du Bordelais, la maison Félix Potin à Paris...). Le consul décourage même le directeur de l'Exposition universelle de Paris d'inviter des maisons de la Colombie-Britannique à exposer l'assurant que : « La Colombie-Britannique toute entière a une population de 125 000 habitants, dans ces conditions, il y aurait très peu de particuliers qui exposeront à Paris²⁷ ».

Les rapports entre le consulat et le lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique auraient dû être facilités après la nomination à la tête de la province de Henri-Gustave Joly de Lotbinière, libéral, protestant, ancien premier ministre du Québec (1878-1879), né à Epernay en 1829 d'un père suisse et d'une mère canadienne-française, éduqué en France jusqu'à ses vingt ans²⁸. Joly de Lotbinière est nommé en juin 1900 jusqu'en 1906 à Victoria pour assainir la politique provinciale. Les échanges entre le consul de France et le gouvernement de la province s'améliorent jusqu'à un incident diplomatique en juillet 1904.

Pour François Monin, le troisième consul en poste entre 1902 et 1906, les autorités de la province sont trop britanniques pour s'intéresser à développer des affaires commerciales avec la France, comme le confirme un incident diplomatique dont il se sent la victime. Il ne reçoit pas d'invitation comme les autres consuls à l'inauguration du nouveau pont de New Westminster. Il demande à l'agent consulaire à Victoria d'interpeler le premier ministre de la Province, avant d'alerter le gouverneur Joly : « il faut que les autorités gouvernementales de Victoria ne perdent pas de vue que les consuls anglais installés en France pour représenter aussi bien les intérêts anglais que les intérêts canadiens, sont traités avec tous les égards dus à leur situation et que le consul français à Vancouver est autorisé à se réclamer d'un traitement analogue.²⁹ » Le consul reçoit une courte lettre d'excuse en français du gouverneur Joly qui ne satisfait nullement le Français.

Clairement, il semble que les quatre consuls n'aient pas réellement cherché à développer des contacts entre la Colombie-Britannique et la France.

²⁷ De St Laurent à M. le Directeur de l'Agence générale de l'Exposition, Paris, 25 février 1900.

²⁸ *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, vol. XIII, entrée rédigée par Marcel Hamelin, http://www.biographi.ca/009004119.01f.php?id_nbr=6809&interval=15&PHPSESSID=u1v7pntt831g958ddl2sd5de6

²⁹ François Monin, à J.B. Gregory, agent consulaire à Victoria, 24 juillet 1904.

FRANÇOISE LE JEUNE

Leurs rapports économiques sont mitigés et appuyés sur des statistiques ou des articles de presse tirés de la revue américaine *The Economist*. Les contacts avec les milieux d'affaire canadiens sont quasiment inexistants. Quant au rapport avec les commerçants français à Victoria ou Vancouver, il semble que les consuls ne s'y intéressent pas non plus, s'appuyant sur les bottins élaborés par le gouvernement provincial pour fournir des chiffres au Ministère des Affaires Étrangères lorsqu'on leur demande d'établir un annuaire des entrepreneurs français de Colombie-Britannique en 1898.

Présence furtive des émigrants français en Colombie-Britannique à travers l'analyse des recensements

En 1871, la Colombie-Britannique rejoint la Confédération mais après que le premier recensement d'envergure du Dominion ait été lancé. Aussi, pour 1871 en CB, il faut se contenter des recensements par profession (« directory ») dans les villes de Victoria, Sooke, Saanich et New Westminster.

I - Pour 1871

Cinquante Français sont répertoriés par leur adresse et leur profession dans ces annuaires professionnels: 17 sont déclarés comme fermiers (*farmers*). Les autres Français déclarent que leurs professions sont: exportateur, marchand, forgeron, charpentier, blanchisseur, hôtelier, ouvrier, coiffeur... On imagine qu'une population d'orpailleurs doit vivre dans les zones aurifères autour de la région du Caribou mais aucune information n'existe sur cette partie de la Colombie-Britannique encore peu accessible. Seule le sud de la province où la terre est arable grâce aux alluvions des fleuves et rivières, ou les contre-flancs des moyennes montagnes sont intéressants pour l'immigration de fermiers ou de *ranchers*. Cependant à partir du registre de la Société de Secours française basée à Victoria, on compte 127 souscripteurs payants d'origine française sur les 160 inscrits francophones, ce qui nous donne une idée du nombre de mineurs vivant dans les zones autour du Caribou ou du Kootenay.

Dans ses recherches sur la population française en Colombie-Britannique qui portent sur la décennie précédente, Yves Frenette rappelle qu'on compte parmi les migrants français des chercheurs de fortune qui sont attirés en 1858 par la découverte d'or dans la rivière Fraser, en Colombie-Britannique (FRENETTE 2008). William Ireland note également que la majorité de ces Français sont d'abord passés par la Californie, où ils ont participé à la ruée de 1848, soit comme prospecteurs soit comme commerçants en gros et en détail. Ireland en dénombre 4000 au moins (IRELAND 1949). En Colombie-Britannique, ils forment une petite communauté à Victoria, sur l'île de

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Vancouver, bien que la plupart ne s'installent pas à demeure. La Société historique francophone note qu'ils formaient cependant une communauté identifiée à Victoria où certains s'impliquent dans la vie municipale créant même un journal en 1858, *Le Courrier de La Nouvelle Calédonie* (CAMBRON 2007). En parallèle, d'autres migrants mettent sur pied des fermes prospères sur l'île et dans la vallée de l'Okanagan, où le missionnaire oblat Charles-Marie Pandosy fonde une mission en 1859 avec un petit groupe de Canadiens français. Le prêtre convainc Élie Lequime, un Bordelais arrivé de la Californie, de s'établir à la mission; l'ecclésiastique recrute d'autres colons français et canadiens-français. Il fonde une école et plante les premiers arbres fruitiers de la vallée.

II - Pour 1881

Le premier recensement fédéral pour la Colombie-Britannique est réalisé en 1881. Les recenseurs se renseignent sur le pays d'origine, l'âge, l'activité et le lieu de résidence des recensés. Le bilan fait apparaître 182 personnes nées en France. Sur les 50 « professionnels » répertoriés en 1871 entre Victoria et Vancouver, seuls 8 apparaissent toujours dans le recensement comme résidant en Colombie Britannique. Ont-ils quitté ces centres ? Y sont-ils décédés ? 4 ont déplacé leur activité de Victoria à Yale ou Hope.

Tableau 1 : lieu de résidence et activité des 182 Français (sur un total de 32 femmes et 150 hommes)

Lieu de résidence	Total	Nombre de recensés
Victoria	38 (4 déjà installés en 1871) commerçants	
Vancouver et New Westminster	39	
Yale, Hope, Lytton (zones agraires)	60	8951 0,67 %
Caribou (mines)	32	

Tableau 2 : Activités des ressortissants français de Caribou lors du recensement de 1881

Activités Cariboo (H)	Total pour 1881
Fermier	10

FRANÇOISE LE JEUNE

Mineur (or)	12
Marchand / commerçant	4
Prêtre	4
Autre (cuisinier, domestique)	2

Tableau 3 : Activités des ressortissants français de Yale lors du recensement de 1881

Activités Yale (H)	Total pour 1881
Fermier	28
Eleveur de bétail	5
Mineur	1
Marchand / commerçant	9
Prêtre	5
Autre (charpentier, ingénieur)	2

Tableau 4 : Age déclaré lors du recensement de 1881

Age (lorsque déclaré)	Total pour 1881
0-20	3
20-30	23 (plusieurs prêtres)
30-40	36
40-50	39
50+	69 (moitié 60+) – fermiers ou commerçants essentiellement (Victoria ou Yale)

Une majorité de la population de émigrants français à plus de cinquante ans. Il s'agit vraisemblablement d'une émigration plus ancienne, issue de la ruée vers l'or. Ces colons sont tous installés, mariés et possèdent une ferme ou exercent une activité professionnelle à Victoria ou New Westminster. On compte relativement peu de mineurs sur cette période, le « gold rush » étant passé. Nombreux sont ceux qui se sont convertis en agriculteurs.

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

III - Pour 1891

Pour 1891, le recensement couvre cinq districts dont ceux de Vancouver et de New Westminster, nouvelle « banlieue » de Vancouver mêlant terrains agricoles et activités d'abattage de bois et d'industries liées à la pêche. Le recensement fait apparaître 263 hommes et femmes qui se déclarent nés en France, sur un total de 5376 personnes nées en France pour tout le Canada. La Colombie-Britannique représente donc 4,89 % de la population française au Canada. Il s'agit d'une augmentation de 1,44% du nombre de colons nés en France, en dix ans.

Entre 1881 et 1891, on retrouve 74 hommes et femmes présents en 1881, soit un taux de persistance très bas. Toutes ces familles sont propriétaires de fermes dans la région de Yale ou commerçants à Victoria. Ceux qui semblent avoir disparu du recensement de 1891 sont des hommes seuls ou recensés dans la région du Caribou, vraisemblablement décédés dans la province.

Tableau 5 : Taux de croissance selon le lieu de résidence en 1891

Lieu de résidence	Sur les 263 personnes recensées en 1891	Taux de croissance
Victoria	55 (16 déjà présents en 1881)	3,43
Vancouver et New Westminster (y compris la région agricole d'Okanagan)	123 (20 déjà présents en 1881)	6,15
Yale	58 (31 déjà présents en 1881)	1,87
Caribou	16 (7 déjà là présents 1881)	2,28

On constate que l'installation des nouveaux venus se concentre surtout dans le district de Yale autour de la ville de Kamloops où le développement de lignes de chemin de fer connectées au Canadian Pacific amène de nouveaux arrivants particulièrement en provenance des régions de l'Est et des Prairies. Autre lieu d'installation pour ces Français, Vancouver et New Westminster, où se côtoient deux zones, urbaine et agricole.

Dans la région de Yale, on compte 57 personnes déclarant la France comme lieu de naissance sur 13 497 personnes recensées dans ce district. Ils forment donc 0,4 % de cette population.

FRANÇOISE LE JEUNE

Entre 1881 et 1891, la population de Français est assez stable et il y a eu peu de mouvement de population. Les familles « établies » dans la région apparaissent dans le recensement de 1881. Ce sont les Boucherie, Clair, Menotts, Guérin, Minnaberriet, Morans, Delatre, Boucherat, Hautier, Duprat, Suchel, Guichon, Ortolan et Lequime³⁰. Il y a malgré tout peu de nouveaux arrivés de France, sauf une poignée de domestiques employés sur les grandes fermes tenues par les familles françaises. On compte quelques décès et plusieurs naissances d'enfants nés en Colombie-Britannique recensés dans chaque foyer. Les domestiques sont ajoutés à l'adresse de ces familles, ce qui semble indiquer une certaine prospérité.

IV - Pour 1901

Le lieu de naissance est toujours à renseigner dans ce recensement. On inclut une colonne « race » où sont mélangés Français et Canadien-Français mais le pays de naissance et l'indication de la nationalité actuelle permet entre autres de mesurer le taux de naturalisation des émigrants français, indiquant ainsi leur choix de résider de façon permanente au Canada. Parmi la jeune génération des 21-30 ans, on note que leurs enfants sont déclarés comme Canadiens, donc nés dans le pays. Le recensement fait apparaître 322 personnes qui se déclarent nés en France.

Tableau 6 : Répartition par âge et naturalisation en 1901

Age	Français	Naturalisés Canadiens	Naturalisés Américains	Naturalisés autres nationalités (en majorité des femmes)
0-20 ans	9	15	4	
21-30 ans	35	37	6	3
31-40 ans	37	47	10	3
41-50 ans	16	30	5	1
51-60 ans	9	25	1	
61- +	6	21	2	
Total	112	175	28	7

³⁰ Yves Frenette indique dans ses recherches que Lequime, un des migrants français que le père Pandosy fait venir de Californie, ouvre un magasin et un bureau de poste, en plus d'établir un ranch. Le Bordelais et ses héritiers, en 1891, possèdent un millier de têtes de bétail, devenant ainsi l'une des familles les plus riches de la région.

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Pour la période 1891-1901, on constate qu'une majorité des résidents d'origine française vivant dans la province sont naturalisés canadiens. Au regard de la répartition par âge, il semble qu'il s'agisse surtout d'émigrants arrivés entre 1881 et 1891 ou avant 1881. Les lois françaises sur le service militaire obligatoire de 1889 (BODARD 1901, 21), sont peut être responsables de ce souhait de se naturaliser canadiens ou américains pour les hommes dans la tranche d'âge 21-30 ans ? Le petit nombre d'émigrants qui se déclarent naturalisés américains indique qu'il existe à l'époque un certain va-et-vient transfrontalier.

Pour les Français encore non naturalisés, on peut penser qu'ils sont issus d'une émigration récente, indiquant alors que les émigrants français qui se sont installés en Colombie-Britannique avant le recensement de 1901, sont de jeunes hommes ou des jeunes familles, entre 21 et 40 ans. On compte 72 migrants sur 322 personnes, dans cette catégorie, soit 22,36% de la population totale de Français résidant en Colombie-Britannique. Une proportion non négligeable mais qui se situe en dessous du taux de migration globale vers la province, toutes nationalités confondues, qui est de 41% sur cette décennie.

Tableau 7 : Répartition des Français résidant dans la province en 1901 par occupation et selon leur nationalité (après naturalisation).

Occupation	Français	Canadiens (nés en France)	Américains (nés en France)
mineurs	34	28	14
fermiers	5	34	
artisans	5	20	1
commerçants	13	16	1
domestiques ou employés (bûcherons, marins...)	19	21	2
prêtres	11	3	
autres (consul, ingénieurs, médecin ...)	7	10	4
femmes (filles ou épouses)	25	43	6
total	112	175	28

FRANÇOISE LE JEUNE

La première colonne indique que les nouveaux migrants (puisque nous partons du principe que les anciens résidents français de la Colombie-Britannique sont naturalisés), sont employés dans les mines de fer et de cuivre de la région du Caribou, ou sur l'île de Vancouver dans les mines de charbon près de Nanaïmo.

Certains tentent également leur chance dans le commerce (bijoutier, épicier, blanchisseur, hôtelier) ou comme employés, particulièrement dans les camps de bûcherons. 1 homme sur 4 dans la tranche d'âge 21 à 41 ans est marié. Qu'advient-il des hommes célibataires, ceux qui se déclarent « mineurs » en Colombie-Britannique ?

La seconde colonne montrent une certaine stabilité de la population française, naturalisée canadienne, dans le domaine de l'agriculture (élevage ou vergers), particulièrement dans les régions de l'Okanagan, près de Kelowna ou autour de Kamloops. On remarque une présence relativement importante d'employés des mines dans la région du Caribou, où le travail ne manque pas.

V - Recensement de population sur la période 1870-1914

Tableau 8 : nombres de Français recensés sur 6 décennies

	Colombie-Britannique	Nés en France	% de Français/ population de la province
1871	36.247	50 (à Victoria) 127 sur la liste de la société de secours	0,14 0,35
1881	49.459	182	0,36
1891	98.173	263	0,27
1901	178.657	322	0,18
1911	392.480	197	0,05

Il est clair que l'émigration française vers la Colombie Britannique a représenté une infime minorité par rapport au développement de la province dont le nombre de migrants est exponentiel à partir de 1891. À côté de la majorité d'émigrants d'origine britannique, allemande et chinoise (jusqu'en 1905), la petite poignée de Français installée en Colombie-Britannique composés de 173 colons naturalisés canadiens selon le recensement de 1901, ne forme pas une société reconnaissable ou une communauté géographiquement identifiable dans cette province nettement anglophone. On note également que

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

les prénoms des enfants nés de parents d'origine française ou d'un père français et d'une mère non-française, sonnent britanniques, indiquant clairement un souhait d'intégration de ces colons dans cette province anglophone, dès la deuxième génération. Par ailleurs, comme nous l'indiquent les pourcentages de présence française en Colombie-Britannique, au pic de l'émigration française vers le Canada entre 1901 et 1911, l'émigration des Français vers cette province faiblit au contraire à partir de 1891 au point d'en devenir marginale, alors que la population d'émigrants européens ne cesse de croître dans la région.

Consulat et émigration

Il faut noter qu'aucun encouragement à l'émigration française vers cette province n'existe dans les ouvrages destinés aux émigrants français que nous avons évoqués précédemment. Quant aux rares colons s'enquérant auprès des consuls entre 1896 et 1905, sur les opportunités que pourrait offrir cette province pour un individu ou un commerçant, ils sont vite découragés par les réponses brèves et allusives. Quelques chiffres néanmoins peuvent nous éclairer sur le nombre de Français présents dans la province, particulièrement dans les zones urbaines (Victoria et Vancouver) où se trouvent la plupart des Français qui travaillent comme artisans qualifiés ou commerçants. Deux périodes de migration peuvent être distinguées : de 1871, date de l'incorporation de la Colombie-Britannique dans la Confédération canadienne à 1901-1902, lorsque les émigrants français dits « de qualité » ou les commerçants français souhaitant commercer avec la Colombie-Britannique, écrivent au Consul. On note un pic dans le nombre de lettres reçues. La correspondance commerciale passe de 35 en 1900 à 109 en 1901 et 217 en 1902 pour se maintenir autour de la centaine de lettres par an jusqu'en 1904 où nous perdons la trace du registre de correspondances. Cet intérêt pour la province fait écho à l'intérêt grandissant des Français pour l'émigration au Canada qui correspond à la campagne active de l'Agence canadienne d'émigration à Paris et aux campagnes de recrutement d'émigrants dans les provinces françaises.

Généralement, comme le rappelle le Consul Duchastel à Jean Lionnet en 1908, lors de la rapide visite de ce dernier à Vancouver, le devoir des consuls français au Canada est de détourner les demandes des colons français vers l'empire français en Afrique du Nord. Mais dans le cas de la Colombie-Britannique, il semble que les consuls, désœuvrés dans leur poste dans une région qu'ils estiment sous le contrôle commercial des entrepreneurs britanniques, découragent systématiquement les colons qui se renseignent auprès d'eux, comme ils découragent les entreprises françaises cherchant à s'implanter dans la province.

FRANÇOISE LE JEUNE

En 1897, les renseignements que le consul Jourdin fournit aux quelques colons qui s'intéressent au Caribou ou au Klondike, sont exagérés et fort décourageants : « il y a incontestablement une quarantaine de riches « *placers* » au Klondyke [sic], mais tout est pris, tout est occupé. La vie est d'une cherté extraordinaire, le climat d'une rigueur atroce... actuellement les habitants de Dawson City bloqués par le froid, isolés, sont menacés de la famine... Je ne puis que vous conseiller énergiquement de ne pas partir.³¹ » Les consuls craignent une arrivée massive de mineurs français qu'ils devraient rapatrier au frais du Ministère des Affaires Étrangères, en faisant l'avance de la somme sur leurs fonds personnels, en cas d'échec ou de ruine. Au moment de la passation de pouvoirs entre son successeur le Baron Houssin de St Laurent, et lui-même, le 1^{er} février 1898, le consul note qu'il n'a établi aucun acte d'état civil les deux années précédentes³², attestant du fait qu'aucune naissance ou qu'aucun décès, ni aucune entrée de Français dans la province, n'aurait été enregistré auprès du consulat.

Le baron de St Laurent continue à décourager les rares colons qui lui écrivent pour s'informer des conditions d'établissement dans la province. Le Consul répond brutalement à un certain Charles Foucher, de Lacourt en Mayenne :

Les journaux français sont mal renseignés. Le Yukon est en territoire britannique. Imaginez vous la liste de tous les coûts, toutes les difficultés pour y arriver et la foule qui s'y rend, les maladies, les arnaqueurs... Vous voulez émigrer, faite le à l'abri de votre drapeau ! Nous avons des mines d'or en Guyane, Sénégal et à Madagascar !³³

De St Laurent répond à Mademoiselle de Villeneuve installée à New York et souhaitant développer un commerce de mode à Vancouver, qu'elle n'a « aucun intérêt à quitter cette grande métropole prospère des Etats-Unis pour s'installer dans un malheureux petit trou comme Vancouver qui compte seulement 30 000 âmes.³⁴ »

Le rôle des consuls consiste également depuis la loi du 15 juillet 1889, à viser les livrets militaires des quelques immigrants ou des mineurs qui arrivent en Colombie-Britannique. Une tâche fastidieuse et peu intéressante selon ces diplomates qui s'en plaignent régulièrement auprès de leur ministère.

³¹ Jourdin à M. Mathieu d'Angers, 16 décembre 1897.

³² Jourdin au MAE, 1^{er} février 1898.

³³ Baron de St Laurent à Charles Foucher, 14 septembre 1898.

³⁴ Baron de St Laurent à Mademoiselle Villeneuve, 20 décembre 1899.

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

L'essentiel de la correspondance des consuls concernant les émigrants, consiste à faire suivre des courriers du ministère de l'Armée aux Français déjà sur place, leur rappelant qu'ils doivent rentrer en France pour accomplir leur service militaire alors qu'ils ne se sont pas déclarés comme émigrants ou encore à rappeler aux nouveaux émigrants que leur livret militaire doit être envoyé au consul pour qu'ils soient enregistrés comme résidents en Colombie-Britannique auprès du ministère de l'Armée : « vous avez obligation de faire viser votre livret militaire au cas où vous seriez rappelé » écrivent les consuls aux colons ou encore « j'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu un ordre de route pour vous. Je vous serai en conséquence obligé de me faire savoir si vous êtes disposé à vous rendre en France pour satisfaire à vos obligations militaires. » S'ils sont naturalisés canadiens, les émigrants français sont déchargés de ces obligations militaires. En lisant les registres des courriers sortant et entrant, on peut noter que moins d'un émigrant sur trois répond au consul. La monotonie des consuls vis-à-vis de ces tâches administratives peu glorieuses peut expliquer leur tentative pour décourager de nouveaux émigrants à s'installer dans la province.

L'autre partie de la correspondance concerne le rôle du consul comme représentant des propriétaires absents (4 sont mentionnés dans la correspondance entre 1898 et 1904) qui cherchent à vendre ou faire fructifier leurs terres, ou encore pour la recherche d'héritiers. Les consuls rappellent régulièrement dans leur correspondance à ces particuliers que la province applique des règles administratives souvent plus compliquées que dans le reste du Canada, et plus particulièrement de multiples restrictions qui touchent les colons étrangers : achats de terres, naturalisation liée à la maîtrise de la langue, pas d'accompagnement à la migration comme dans certaines villes britanniques... Compte tenu de l'absence d'encouragement reçu de la part des autorités consulaires dans la province, il semble difficile d'imaginer une installation massive de Français en Colombie-Britannique au début du XX^e siècle, en dehors de quelques rares hommes d'affaire ou entrepreneurs capables d'investir dans une propriété ou une scierie (car les pêcheries sont réservées légalement aux colons anglais, selon les consuls). De plus combien parmi eux maîtrisent suffisamment l'anglais pour exercer un métier, ou être naturalisés, face à la compétition des émigrants anglophones pour des emplois bien payés.

Quelques émigrants français et conclusions

En 1871, la Colombie Britannique rejoint la Confédération après la période du recensement fédéral. Ceci explique l'absence de recensement précis pour la nouvelle province, jusqu'en 1881. Néanmoins, un premier annuaire commercial est établi pour Victoria à l'initiative d'un particulier, R.

Mallandayne. Ce dernier indique la taille de la propriété détenue par certains fermiers-producteurs, les commerces établis et il inclut également les professions libérales et les enseignants comme dans le cas de Mademoiselle Devereux, professeur de français ou Madame Petibeu, directrice d'une école privée pour filles. 49 Français sont donc identifiés comme commerçants ou propriétaires-producteur de fruits et légumes. On compte 13 commerçants (boulangier, charpentier, forgeron, propriétaire d'hôtel, importateur...), une vingtaine de fermiers propriétaires, un médecin, un ingénieur, deux missionnaires...

Les autres Français sont des mineurs installés dans les zones aurifères autour du Caribou. Lors du premier recensement officiel de la province, il est possible de repérer les émigrants français car une question est posée aux individus sur leur pays de naissance. Cette question permet de distinguer les Canadiens français, des migrants nés en France. Les noms de famille sont particulièrement écorchés dans les transcriptions faites par les recenseurs qui notent les noms des personnes interrogées de manière phonétique ou qui anglicisent les prénoms. Dans certains cas, particulièrement lorsqu'il est possible de suivre des personnes d'un recensement à un autre, il apparaît que certains d'entre eux font le choix de transformer leur prénom français en prénom anglais, (Jean devient John), particulièrement lorsqu'ils ont épousé une femme d'origine anglo-saxonne et que les enfants portent des prénoms d'origine anglaise. Un certain désir d'assimilation semble ressortir de ces pratiques. Par contre, ce n'est pas le cas des Français qui épousent des femmes d'origine française comme les frères Guichon. Arrivés en Colombie-Britannique dès 1861, les Guichon font le choix d'épouser des femmes françaises et de maintenir des prénoms français à leurs enfants et ce jusqu'à la troisième génération si l'on s'appuie sur le choix des prénoms des petits-enfants de Laurent Guichon dans le recensement de 1911.

Dans le recensement de 1881, on note que l'âge des colons français recensés s'échelonne entre 30 et 60 ans, l'âge médian étant de 41 ans. Il ne s'agit donc plus d'une migration de jeunes mais d'individus qui semblent déjà installés depuis une dizaine d'années, voire davantage. Les mineurs qui forment moins d'un tiers de cette population, déclarent avoir entre 45 et 65 ans, ce qui peut indiquer une présence de ces derniers sur la côte Pacifique depuis plus de vingt ans entre États-Unis et Canada. Le plus fort contingent de population se trouve dans la région de Lytton, Yale et Hope près des zones minières.

On note une reconversion d'hommes indiquant la profession de mineurs en 1881 à fermier ou commerçants (propriétaires d'hôtel, boulangier, droguiste) dans le recensement de 1891. On trouve par exemple dans le

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

recensement de 1891 pour Hope, la famille de Peter Clair, cinquante-cinq ans, un enfant et une épouse anglophone de quarante-cinq ans qui se déclare comme « *General Store keeper* ». Le père de famille est né en France, son nom est donc anglicisé. On peut citer également la famille de Peter Morans, quarante-sept ans, fermier, époux de Fanchette et parents de deux ans portant des prénoms français. Il réside avec la mère de Peter Morans, Joséphine, âgée de soixante-huit ans. A Hope également, on repère la famille de Louis Hautier, propriétaire d'hôtel de cinquante-neuf ans, mariée à une Belge, et père de quatre enfants dont les prénoms sont anglicisés. Quelques hommes seuls, souvent issus de la même famille, résident ensemble comme les frères Ortolan, fermiers à Nicola dans la région du Okanagan, région plus fertile que Hope et Yale, âgés de cinquante-neuf et cinquante-et-un ans. On peut émettre l'hypothèse d'une reconversion de beaucoup de ces hommes d'une cinquantaine d'années et au-delà, d'orpailleurs à fermiers, d'aventuriers ayant suivi la piste de l'or de la Californie vers la Colombie-Britannique où ils deviennent éleveurs et s'installent définitivement dans la région, une fois la ruée vers l'or passée.

En 1901, selon Albert Métin, le géographe de l'École coloniale de Paris, les Français représentent la 6^e nationalité dans la province après les Britanniques, Autochtones, Chinois, Américains, Allemands... On peut supposer qu'il inclut dans son calcul les Canadiens-Français, car à la lecture des recensements, les Français seuls ne forment pas la 6^e communauté de la province. La population totale de la Colombie-Britannique a presque doublé en dix ans, puisqu'elle est de 178 657 habitants (dont 25 000 Autochtones et 19 500 Chinois) alors qu'elle n'était que de 98 173 habitants en 1891. Dans ce même recensement, en 1901, la population compte autant de citadins que de ruraux malgré une arrivée massive de « chercheurs d'or » dans la région du Caribou. Les Français et les Français-Canadiens représentent 4600 personnes. La moitié d'entre eux étaient naturalisés, selon Métin.

À Vancouver qui dépasse Victoria en terme de population en 1901, on compte 26 133 habitants dont 598 « Français » selon lui. Albert Métin note que selon les recensements de 1901 sur lesquels il a travaillé, les 4600 « Français », en fait Métin veut parler de francophones, résidant en Colombie-Britannique se répartissent entre Victoria, Vancouver et les districts miniers. En dehors des prospecteurs, « les Français, Belges, et Suisses exercent surtout des professions urbaines comme celles de cuisinier, courtier en articles de modes, couturières pour lesquelles ils montrent une aptitude particulière » (MÉTIN 1908, 182).

Il estime que « plus de la moitié des Français, des Allemands et des Scandinaves » sont naturalisés. Il apparaît en effet clairement à l'analyse du

recensement de 1901³⁵ qu'une grande partie des colons nés en France, indique désormais leur nationalité comme « canadiens ». On peut ainsi distinguer l'émigration récente post-1890 parmi ceux qui indiquent leur nationalité comme « français ». Il s'agit d'hommes jeunes, entre 25 et 35 ans, souvent mariés, dont les jeunes enfants sont nés en France et qui travaillent dans les mines d'argent. Rares sont ceux qui indiquent la profession de « fermier » parmi cette jeune génération. Les fermiers sont clairement issus de la vague migratoire précédente puisqu'en 1901 ils se trouvent dans la tranche d'âge de 60 ans et plus. Fait nouveau, on note également un certain nombre de femmes seules, propriétaires d'une maison où elles accueillent des locataires ou installées comme couturière ou blanchisseuse. Pour finir, pour la première fois le recensement prend en compte les « premiers » colons installés comme mineurs en Californie puis en Colombie-Britannique car ils indiquent que leur nationalité est « américaine. » En 1901, il en reste une dizaine tout au plus dont les âges varient entre 60 et 80 ans.

Durant cette période dite de la grande migration française vers le Canada, force est de constater que la Colombie-Britannique n'apparaît pas comme une destination privilégiée pour les Français. On ne peut guère parler que d'une présence française furtive dans cette province, une population française dont les spécificités culturelle ou nationale sont indécélables dans la masse des migrants anglophones qui se sont installés dans la province à la même époque, en raison de l'absence de communautés ou quartiers français dans les zones d'installation. Nous constatons que si certains migrants ont vraisemblablement suivi la piste de réseaux amicaux ou familiaux pour préparer leur émigration vers la Colombie Britannique, il s'agissait de phénomènes isolés permettant à des orpailleurs béarnais de suivre les traces de camarades avant eux ou de domestiques rejoignant une famille propriétaire de terres dans l'Okanagan, originaires de leur région en France.

Bibliographie

AGNEW Laurette et al. 1987. *Présence francophone à Victoria, Colombie Britannique*. Victoria: Association historique francophone de Victoria.

BARMAN Jean. 1991. *The West Beyond the West*. Toronto : University of Toronto Press.

³⁵ 1901 Census in British Columbia consultable sur les pages « British Columbia Census Query », de la société généalogique de la Colombie Britannique : www.bccgs.ca/1901/1901bc.aspx.

MIGRATION FRANÇAISE VERS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

BARMAN Jean. 2014. *French Canadians, Furs, and Indigenous Women in the Making of the Pacific Northwest*. Vancouver: University of British Columbia Press.

CAMBRON Micheline. 2007. « *Le Courrier de la Nouvelle-Calédonie*. Le rêve d'une cité française ». Dans Guy Poirier dir. *Culture et littérature francophones de la Colombie-Britannique. Du rêve à la réalité*. Ottawa : Les Éditions David. p. 13-37

COWLEY, Glen. 1979. *Le fait français en Colombie-Britannique*. Vancouver : Société historique franco-colombienne.

IRELAND, E. William. 1949. « The French in British Columbia ». *The British Columbia Historical Quarterly*, vol. 13.

FRENETTE, Yves. 2008. "L'apport des immigrants français aux francophonies canadiennes", *Francophonies d'Amérique*, n°26, 309-330.

POIRIER, Guy dir. 2007. *Culture et littérature francophones de la Colombie-Britannique. Du rêve à la réalité*. Ottawa : Les Éditions David.

WARD, Peter. 1978. *White Canada Forever : Popular Attitudes and Public Policy Toward Orientals in British Columbia*. Montreal: McGill-Queen's University Press.

Sources imprimées

BODARD, Auguste. 1901. *Le Canada et l'émigration française. Conseils d'un compatriote*. Montréal.

BURLET Lucien (de). 1909. *Au Canada, de Paris à Vancouver, notes d'hier et d'aujourd'hui*. Paris : Ambert. deuxième édition

JOHNSON R.B. 1874. *Dans l'Extrême Far West, aventures d'un émigrant dans la Colombie anglaise*, traduit par André Talandier. Paris : Librairie Hachette et Cie, collection « Le Journal de la Jeunesse ». 2^{ème} édition.

LEVIS, Marquis de. 1896. *Visite au Canada suivie d'une course aux Montagnes Rocheuses et à l'Océan Pacifique*. Châteaudun : Imprimerie de la société typographique.

FRANÇOISE LE JEUNE

LIONNET Jean. 1908. *Chez les Français du Canada*. Paris : Plon-Nourrit et Cie.

MÉTIN Albert. 1908. *La Colombie Britannique, étude sur la colonisation au Canada*. Paris : Librairie Armand Colin.

MILTON Vicomte et Docteur Cheadle. 1872. *Voyage de l'Atlantique au Pacifique, à travers le Canada, les Montagnes Rocheuses et la Colombie anglaise*, traduit et abrégé de l'anglais par Jean Belin de Launay. Paris : Librairie Hachette.

SAGUENAY Jean (du). 1907. *La Terre pour rien, renseignements pratiques sur la colonisation française au Canada*. Paris, Librairie Bloud et Cie.

Association historique francophone de Victoria, *Présence francophone à Victoria, 144 ans d'histoire*, Archives provinciales de la CB, 1987.

<http://www.espacesfrancophones.uwaterloo.ca/images/documents/PresenceFrancophoneAVictoriaC.pdf>

Puissance du Canada. 1886. *Province de la Colombie Britannique, Renseignements pour les colons qui ont l'intention d'y émigrer*, publié par le gouvernement du Canada avec cartes. Ottawa : Département de l'Agriculture
Fonds d'archives consulat de Vancouver, 1896-1952, Archives diplomatiques de Nantes.